

## L'ancien régime typographique : réflexions sur quelques travaux récents

Roger Chartier

---

**Citer ce document / Cite this document :**

Chartier Roger. L'ancien régime typographique : réflexions sur quelques travaux récents. In: Annales. Economies, sociétés, civilisations. 36<sup>e</sup> année, N. 2, 1981. pp. 191-209;

doi : <https://doi.org/10.3406/ahess.1981.282728>

[https://www.persee.fr/doc/ahess\\_0395-2649\\_1981\\_num\\_36\\_2\\_282728](https://www.persee.fr/doc/ahess_0395-2649_1981_num_36_2_282728)

---

Fichier pdf généré le 11/04/2018

# CULTURE ET SOCIÉTÉ

## Note critique

### L'ANCIEN RÉGIME TYPOGRAPHIQUE : RÉFLEXIONS SUR QUELQUES TRAVAUX RÉCENTS

Il y a quatre ans, la recension des principales publications dans le domaine de l'histoire du livre attestait deux faits majeurs : d'une part, le poids dominant de l'« école française », d'autre part, la fidélité aux orientations qui avaient été dessinées dans la décennie 1960 et qui privilégiaient la description sociale d'un milieu professionnel, la monographie citadine et le livre populaire — ou déclaré tel (cf. « Des livres par milliers », *Annales*, 1977, pp. 532-543). Aujourd'hui, le tableau est fort différent. La production récente souligne, tout d'abord, la part prépondérante prise par les chercheurs anglais et surtout américains dans une discipline tard acclimatée de l'autre côté de l'Atlantique (du moins dans son acception socio-culturelle) mais qui maintenant y a ses praticiens, ses colloques, ses best-sellers. Ce nouvel enracinement géographique n'est pas resté sans effet sur la définition même des objets préférentiels de l'histoire du livre. Par rapport à la tradition française, celle de la thèse de H.-J. Martin ou de *Livre et société au XVIII<sup>e</sup> siècle*, l'infléchissement est double. D'un côté, l'étude d'une ville d'imprimerie sur le long terme ou d'une production séculaire paraissent des objets démesurés : il s'agit donc de réduire l'échelle de l'observation pour scruter, comme à la loupe, un atelier, un imprimeur, un livre. La monographie perd là sa base territoriale pour se muer en « étude de cas », en une micro-histoire où la compréhension globale n'est atteinte qu'au travers de l'irréductible singularité de l'individuel. Mais, d'autre part, l'histoire du livre à l'américaine se montre insatisfaite devant l'accumulation descriptive qui a peut-être caractérisé les travaux français et conduit à masquer des questions essentielles, point reprises depuis *L'Apparition du Livre* de L. Febvre et H.-J. Martin. Quel est l'effet de l'imprimé sur une société ? En quoi modifie-t-il les manières de penser ? Quel a été son impact sur la civilisation occidentale ? Autant de problèmes que l'approche monographique suppose résolus faute de pouvoir les poser. Ce sont eux qui sont au cœur du travail d'Elizabeth Eisenstein.

Fort de 794 pages, fondé sur le maniement d'une bibliographie de 1352 titres (livres, articles, comptes rendus, catalogues d'exposition), porté pendant une quinzaine d'années — entre 1953 et 1976 —, son livre est sans conteste un des plus imposants monuments dressés en hommage à l'invention dont Gutenberg demeurera à jamais le héros éponyme<sup>1</sup>. Les proportions de l'édifice ont de quoi intimider le lecteur pressé, d'autant que l'écriture minutieuse et pointilliste d'E. Eisenstein n'aime guère les architectures trop rigidement dessinées. La thèse essentielle qui sous-tend tout l'ouvrage est pourtant bien nette et peut s'énoncer ainsi : pour la société occidentale, l'imprimerie et le recours de plus en

## CULTURE ET SOCIÉTÉ

plus large à l'écrit imprimé ont représenté une discontinuité fondamentale, dont les effets sont repérables dans tous les domaines de la vie sociale et intellectuelle. Pour désigner une telle rupture, E. Eisenstein multiplie les expressions : l'imprimerie constitue une « communication revolution » ou « media revolution » (p. 39), elle marque « a cultural demarcation point » (p. 26), elle ouvre « a new cultural era » (p. 33). Considérer que l'invention typographique bouleverse tant les rapports que les hommes entretiennent avec la divinité, la nature ou entre eux, que les modes de penser et de sentir, est rompre avec deux perspectives. La première, celle des anthropologues, met avant tout l'accent sur le passage de l'oral à l'écrit. Le travail de J. Goody est sans doute la meilleure illustration de ces recherches qui visent à saisir en quoi l'utilisation de l'écriture modifie les opérations intellectuelles, les modes de pensée, les structures et les possibilités cognitives qui auparavant ne pouvaient s'appuyer que sur la communication orale<sup>2</sup>. Dans une telle perspective, le fait que l'écrit soit manuscrit ou imprimé n'a pas une importance décisive ; ce qui compte est la représentation (donc la possible manipulation) graphique de la pensée qu'il autorise. Les conditions de la mémorisation, les possibilités d'accumulation des connaissances, l'organisation même des savoirs se trouvent totalement modifiées par le recours à l'écrit. C'est lui qui constitue donc la rupture essentielle. Pour E. Eisenstein, une telle proposition masque en fait cette seconde transformation fondamentale qu'est le passage de l'écrit manuscrit (qui caractérise ce qu'elle désigne comme une « scribal culture ») à l'écrit imprimé, fondement même d'une *autre* culture, nommée « print culture » ou « printed bookish culture ». Tout le sens de son travail, en conséquence, est d'inventorier les innombrables changements (intellectuels, religieux, psychologiques, etc.) induits par le maniement de l'imprimé.

Postuler que l'imprimé constitue une véritable « révolution » dans les moyens de la communication intellectuelle est aussi aller à l'encontre de ceux des historiens du livre qui insistent sur les parentés existant entre le manuscrit et le livre imprimé. Parentés formelles d'abord, puisque les incunables reprennent des formules mises au point par les copistes (présence d'une page de titre, colophons, réclames, foliotation, etc.), et qu'en retour, les innovations de présentation des premiers imprimés passent dans les manuscrits qui les imitent<sup>3</sup>. D'autre part, l'existence d'index, de concordances, de catalogues, de bibliographies cumulatives — tous instruments que l'on est tenté d'associer au livre imprimé — est bien antérieure à l'invention de Gutenberg. C'est dans les *scriptoria* monastiques et universitaires que s'inventent ces organisations rationnelles du matériau écrit dont les imprimeurs ne feront qu'hériter. E. Eisenstein sait tout cela et ne le nie point, reconnaissant la réalité de ces « mediaeval anticipations of modern scholarly apparatus » (p. 92). Pourtant, ces ressemblances entre le manuscrit et l'imprimé ne lui paraissent pas suffisantes pour affirmer une simple continuité de l'un à l'autre. Derrière la parenté des formes, la transformation est radicale, qui affecte aussi bien les conditions de la production du livre que les opérations intellectuelles qu'il permet. Il y a là, pense-t-elle, une rupture qui ne peut être pleinement comprise que si l'on observe les effets de l'imprimerie dans la longue durée (et non en s'enfermant dans le temps des incunables), et que si l'on replace l'histoire de l'objet-livre dans une saisie globale du procès de civilisation. C'est cette double ambition qui donne au livre d'E. Eisenstein toute sa force mais aussi, sans doute, sa démesure puisqu'elle la conduit à évoquer l'ensemble des évolutions qui marquent la société occidentale à partir du xv<sup>e</sup> siècle — ce qui est beaucoup, même en huit cents pages.

Dans une première partie, l'auteur s'efforce de dresser l'inventaire des caractères de la « print culture » qui la différencient radicalement de la culture écrite d'avant l'imprimerie. Trois transformations sont ici repérées comme fondamentales. La première concerne les conditions de production du livre. Non seulement la machine de Gutenberg permet un accroissement considérable du nombre des livres proposés aux lecteurs, mais surtout elle est créatrice de nouveaux foyers de culture : les ateliers typographiques. En plusieurs endroits (p. 56, p. 87, p. 250, p. 445, etc.), E. Eisenstein insiste sur le rôle capital de ces premières

imprimeries où se rencontrent les métiers, où se côtoient les savants de toutes compétences et de toutes nationalités, où travaillent ensemble hommes de plume et hommes de technique. L'imprimeur renaissant est l'incarnation de ce « cross-cultural interchange », étant tout à la fois technicien, marchand et savant. Seconde transformation : celle du produit. Même si, comme on l'a vu, le manuscrit a légué tout un ensemble de formules à l'imprimé, ce n'est qu'avec la typographie que le livre prend sa figure moderne. Grâce à l'imprimerie, et seulement grâce à elle, les textes deviennent susceptibles d'une reproduction strictement identique à un grand nombre d'exemplaires, les notations (mathématiques, musicales, etc.) peuvent être fixées, et l'appareil critique (index, renvois, tables, errata) trouver le support nécessaire à son parfait achèvement. Cette « standardisation » du livre, qui fait qu'un texte mieux organisé et plus maniable est mis à la disposition des lecteurs dans une *même* forme, entraîne une autre mutation : celle des opérations intellectuelles permises par la lecture. Ce troisième ensemble de changements tient à la fois à ce que chaque lecteur peut avoir accès à un nombre plus grand de livres, et à ce que chaque livre peut atteindre — par l'achat, le prêt, la bibliothèque ouverte au public — un plus grand nombre de lecteurs. De là, une transformation profonde de la lecture, autorisée par la possible confrontation de nombreux textes, par la coopération entre l'auteur ou l'imprimeur et les lecteurs, souvent invités à corriger ou compléter l'édition originale, par un rapport neuf aux textes, plus immédiatement disponibles, moins chargés de sacralité puisque moins rares, et donc justiciables d'un regard plus critique.

De telles mutations, pense E. Eisenstein, n'ont pu que bouleverser les structures mentales et psychologiques des hommes de la civilisation du livre. La fréquentation de l'écrit imprimé aurait eu un effet uniformisant en fixant pour la communauté des lecteurs les écritures, les langues, les lois, les codes, et un effet rationalisant en habituant les esprits à une modalité immédiatement critique du travail intellectuel. Les fonctions et les formes de la mémoire, de l'image, de la parole se trouvent redistribuées après l'imprimé qui ne détruit pas les anciens médias, mais les installe au sein d'un système de communication totalement redéfini. La situation d'écriture, elle aussi, est transformée par l'imprimerie qui permet l'affirmation de l'identité individuelle de l'auteur, le met au contact des gens mécaniques et des entrepreneurs, le place au sein d'une communauté savante dont l'existence même est fondée sur l'universalité de la communication rendue possible par la circulation du livre. C'est donc à la presse et à la casse que l'on doit le façonnage de l'outillage mental de l'« homme moderne » et l'émergence d'un nouveau groupe, qui est aussi un nouveau pouvoir : les intellectuels.

Ce rôle transformateur de l'imprimerie est ensuite cerné dans les trois grands faits de civilisation qui caractérisent l'âge moderne : le retour aux Anciens et l'affirmation de formes nouvelles de pensée, les réformes religieuses, la révolution scientifique. Plusieurs livres récents, publiés postérieurement à l'achèvement du manuscrit d'E. Eisenstein, peuvent, dans chacun de ces champs, aider à étayer, compléter ou critiquer ses affirmations. Au fil de cette chronique, nous confronterons donc les apports des différentes monographies considérées avec la perspective globalisante qui est celle de *The printing press as an agent of change*. Pour ce qui est du rôle joué par l'imprimerie dans ce qu'il est convenu d'appeler la Renaissance, E. Eisenstein soutient la proposition suivante : le livre imprimé marque une frontière fondamentale entre *deux* Renaissances. Celle du Quattrocento appartient au monde de la « scribal culture » et, de ce fait, se trouve limitée à quelques foyers italiens, restreinte aux seules humanités, menacée du sort que connurent les renaissances du IX<sup>e</sup> ou du XII<sup>e</sup> siècle : en contraste, la Renaissance appuyée sur l'imprimé constitue un fait universel, gagnant tous les champs du savoir et tous les pays d'Europe, en même temps qu'elle inaugure le temps d'un savoir cumulatif échappant définitivement au risque d'une régression. Gutenberg sépare donc radicalement les « transitory revivals » de la « permanent Renaissance ». Trois arguments sont apportés à l'appui de cette thèse. Tout d'abord,

## CULTURE ET SOCIÉTÉ

seule l'imprimerie a pu assurer la préservation définitive des textes anciens, toujours menacés d'une seconde disparition à l'âge du manuscrit. Multipliés, fixés dans une forme améliorable — et non plus soumis à une corruption grandissante à chaque copie —, accessibles à une communauté plus large, les œuvres antiques sont dès lors à même de pénétrer profondément la vie intellectuelle et la pratique pédagogique. D'autre part, l'accroissement rapide du nombre des livres imprimés bouleverse les conditions mêmes du travail intellectuel : un univers de savoirs multiples est désormais maîtrisable, et ce, hors des contraintes de bibliothèques trop rares et toujours lacunaires. Maniés plus aisément, confrontés les uns avec les autres, les textes imprimés permettent, à la fois, le développement de chacun des champs du savoir, puisqu'aucun progrès ne se perd, et leur décloisonnement. Enfin, l'imprimé transforme le rapport même à l'Antiquité. Tout le travail critique d'identification, d'indexation, de fixation des cadres géographiques et chronologiques contribue à forger une nouvelle représentation du temps historique, partant à considérer dans un écart critique les textes anciens.

Dans un tel processus transformateur, le rôle central revient à celui qui rassemble les textes, les critique et les prépare puis les répand aux quatre coins de l'Europe. L'imprimeur devient ainsi le héros d'une révolution intellectuelle, son atelier, le foyer où s'élaborent et se croisent les nouveaux savoirs. Souvent cité par E. Eisenstein, Alde Manuce le Vénitien est l'idéal-type de l'imprimeur renaissant qui, comme écrit Érasme, édifie des bibliothèques qui n'ont d'autres limites que celles de l'univers lui-même. L'ouvrage que Martin Lowry lui a consacré soumet à une critique serrée cette image quelque peu prométhéenne<sup>4</sup>. Ce livre méticuleux, érudit, élégant, détruit en effet un certain nombre d'idées reçues, et tout d'abord quant au travail critique opéré sur les textes grecs édités par Manuce. M. Lowry montre clairement que les éditions aldines ne doivent rien à la superbe collection de manuscrits rassemblée par le cardinal Bessarion et devenue, après son legs à la République de Venise, la Bibliothèque Marciana. Travaillant sur des manuscrits de bibliothèques privées, point toujours de bonne qualité — d'autant que l'afflux de Grecs réfugiés en Italie a multiplié les copies médiocres —, les collaborateurs d'Alde Manuce font un travail de correction hâtif, souvent hasardeux et en tout cas point guidé par des principes assurés. Ces défauts sont encore aggravés par la mauvaise coordination entre l'éditeur et ses compositeurs, qui multiplient les lectures fautives. La réputation des éditions aldines semble donc exagérée et le retour aux textes anciens moins respectueux qu'il n'y paraissait. Autre contresens corrigé par M. Lowry : l'intention vulgarisatrice prêtée à Alde Manuce lorsqu'il édite en in-octavo les classiques latins. En fait, en reprenant une formule depuis longtemps utilisée pour les livres de dévotion, Manuce ne vise pas un public nouveau. Ses octavos latins, imprimés en italique, donc avec une nouvelle fonte fort coûteuse, sont chers, souvent plus que les folios des mêmes œuvres chez d'autres éditeurs. Ils sont destinés, non à une clientèle neuve, mais à un nouvel *usage* du livre, compagnon du voyage pour toute une population d'intellectuels au service des princes dont ils sont les agents et les ambassadeurs.

Débarrassée des clichés qui l'encombrent, la figure d'Alde Manuce peut être resituée dans son temps et sa complexité. Au moment où il devient imprimeur, la quarantaine passée, Alde a déjà une réputation solide de pédagogue et d'érudit, avant tout préoccupé par les problèmes de la langue (il rédige une grammaire latine, publiée en 1493). Son activité typographique s'inscrit dans la continuité directe de son idéal éducatif, désireux de fonder l'étude des langues et des lettres sur les textes classiques et de construire le programme d'un savoir universel inspiré de Pic de la Mirandole qu'il a connu durant ses années d'études à Ferrare. Devenu l'un des plus importants imprimeurs européens, Alde Manuce n'en poursuit pas moins des rêves tout différents de l'ambition commerciale. Sa vie durant, il tente de fonder une académie, pensée à la fois comme une société érudite et une institution d'éducation. Malgré son statut imprimé et le colophon utilisé entre 1502 et 1504, « In Aldi Academia », la compagnie savante qui gravite autour de l'atelier vénitien ne peut prétendre,

quoi qu'on en ait dit, à un tel prestige. Grâce à son réseau de relations et de protections, Alde tente de donner ailleurs vie à son rêve, à la cour impériale, puis à Milan, à Ferrare, enfin à Rome. A chaque fois, il échoue, mais ces efforts persévérants semblent pour lui de plus d'importance que son activité d'imprimeur, volontairement interrompue entre 1506 et 1507, puis entre 1509 et 1512 lorsqu'il parcourt l'Italie à la recherche d'alliés pour son projet académique. Il est donc clair que l'ambition intellectuelle d'Alde Manuce ne se satisfait pas de sa réussite d'éditeur.

Mais — et c'est une autre face de la réalité — lorsqu'il œuvre comme imprimeur, les considérations commerciales ont autant de poids, et sans doute plus, que les préférences intellectuelles. M. Lowry souligne qu'Alde n'est pas maître de son entreprise. L'association qui le lie en 1495 à un bailleur de fonds prestigieux, Pierfrancesco Barbarigo, fils et neveu de doges, et à un imprimeur confirmé, Andrea Torresani, l'éditeur de sa grammaire latine, ne lui laisse en effet que le dixième du capital de la société (Barbarigo possédant la moitié des parts et Torresani les 4/5 de l'autre moitié). Alde Manuce doit donc compter avec ses partenaires, les persuader qu'il existe un marché en expansion pour les éditions de textes grecs, accepter de faire d'autres livres au succès mieux assuré et publier les pièces de circonstance recommandées par ses protecteurs. L'activité éditoriale d'Alde n'obéit donc pas à un « grand dessein » typographique qui aurait visé à constituer une bibliothèque idéale des textes classiques les plus fondamentaux, mais est marquée par une série de compromis entre « l'enthousiasme de ses amis savants qui le submergeaient de manuscrits et de demandes pour de nouvelles éditions et le sens des affaires de ses partenaires qui voulaient vendre plus de livres » (p. 149). Sous la plume de M. Lowry, l'image de l'imprimeur-humaniste perd donc quelques-uns des traits démiurgiques qu'elle a dans les textes du XVI<sup>e</sup> siècle (et parfois chez E. Eisenstein). L'atelier reste une entreprise (ici forte d'une quinzaine d'ouvriers), le commerce du livre un commerce et l'imprimeur un homme qui doit respecter, quelle que soit sa préférence intellectuelle, les lois du marché.

Mais, une fois reconnues ces contraintes, les diagnostics de M. Lowry et d'E. Eisenstein ne diffèrent guère. Grâce aux tableaux donnés par le premier, il est possible de prendre une mesure exacte de l'activité de l'atelier d'Alde Manuce : entre 1494 (date probable des premières éditions) et février 1515 (date de la mort d'Alde), 117 éditions, qui représentent 130 volumes différents, sortent de ses quatre ou cinq presses, 46 éditions grecques (57 volumes dont l'Aristote en 5 tomes), 65 éditions latines (67 volumes), 6 éditions italiennes. Dans cet ensemble, les octavos latins, qui ont fait la réputation d'Alde, comptent pour 33 éditions, du Virgile de 1501 au Lucrèce de janvier 1515. Ce sont donc au minimum 120 000 livres que l'imprimeur vénitien met sur le marché européen en vingt ans. Par son volume et sa nature, cette production a une grande importance. D'abord, elle fait accepter le livre imprimé à tout un milieu intellectuel resté méfiant devant la mauvaise qualité des premières éditions, et craignant une dégradation du savoir par la multiplication des abrégés et des commentaires. En publiant les textes anciens dans une forme nouvelle (rien que le texte mais tout le texte), Alde Manuce contribue à lever ces incertitudes premières dont M. Lowry donne maints exemples dans son premier chapitre. Par ailleurs, il est net que si les éditions octavo des classiques n'ouvrent pas beaucoup l'éventail social de leurs lecteurs, elles assurent néanmoins aux textes une circulation meilleure, un maniement plus aisé, une lecture que l'on peut penser plus fréquente. Enfin, et surtout, les éditions aldines des œuvres grecques ont eu une importance capitale pour le développement de l'hellénisme dans l'Europe du Nord et de l'Est. Pays après pays, M. Lowry tente de retrouver les hommes ou les cercles érudits qui se sont faits les introducteurs des livres grecs sortis des presses vénitiennes. Grâce à ce matériau, la présence d'émigrés n'était plus une condition nécessaire au développement des études grecques qui pouvaient dès lors reposer sur la circulation des textes imprimés, dont on retrouve parfois des copies manuscrites. Ce renouveau des études helléniques, qui doit beaucoup à Alde, est justement pour E. Eisenstein un des traits

## CULTURE ET SOCIÉTÉ

caractéristiques de la seconde Renaissance, unifiée aux dimensions de l'Europe par l'imprimé.

En ce qui concerne les rapports entre l'imprimerie et les réformes, E. Eisenstein bâtit son argumentation autour de deux questions centrales : en quoi la circulation du livre imprimé a-t-elle été, à la fois, une des conditions de la Réforme protestante et le vecteur de sa diffusion ? Quelles ont été les réactions de l'Église catholique confrontée à ce nouveau moyen de communication apparemment si redoutable entre les mains de ses adversaires ? Quant au premier point, le mieux est sans doute de renvoyer à l'article publié ici-même en 1971 par E. Eisenstein<sup>5</sup> où elle montre comment la possible utilisation de l'imprimerie a rendu si différentes les hérésies médiévales, prises dans les limites de la « scribal culture », et la Réforme. Non seulement la circulation du livre ou du libelle imprimé engage toute l'élite européenne des lisants dans une controverse d'abord restreinte au monde des clercs et à l'Empire, mais encore c'est elle qui rend possible le contenu doctrinal du protestantisme car comment penser le sacerdoce universel sans la diffusion multipliée de la Bible en vulgaire ? Le cas de Strasbourg (étudié pp. 370-374) souligne ce rôle préparatoire de l'imprimerie, condition nécessaire à un accueil favorable des thèses luthériennes.

Pour l'Église catholique, l'imprimé est pensé comme une double menace. D'une part, le développement de l'érudition biblique, appuyé sur les éditions des textes grecs et hébreux, met en question l'autorité traditionnelle de la Vulgate et renforce une attitude critique, sinon à l'égard du texte sacré lui-même, du moins vis-à-vis de ceux qui prétendent défendre l'intangibilité d'une de ses versions, celle de saint Jérôme. D'autre part, la circulation de la Bible en langue vulgaire — qui préexiste de beaucoup à la Réforme — devient un danger insupportable à partir du moment où la possibilité infinie de reproduction du texte traduit est mise au service d'une doctrine qui dénie toute supériorité spirituelle aux prêtres. Même si ces deux mouvements — l'approche critique et érudite du texte biblique, la diffusion de la Bible en vulgaire — ne sont point liés et même, le plus souvent, se trouvent en opposition, l'Église juge nécessaire de réagir et pour ce de brider la liberté laissée au support qui les rend redoutables : l'imprimé. Le livre de Paul F. Grendler<sup>6</sup>, publié en 1977 (donc connu et utilisé par E. Eisenstein), permet d'inventorier les armes forgées par Rome pour tenter de contenir l'expansion des idées jugées hérétiques, et aussi de mesurer le zèle manifesté par l'une des grandes puissances catholiques, la République de Venise, dans l'application des décisions pontificales et conciliaires.

A travers un récit très strictement chronologique, mené avec une précision exemplaire et une érudition sans faille, P. Grendler souligne plusieurs données essentielles. Tout d'abord, il met en place les différents volets de la politique pontificale vis-à-vis du livre et de ceux qui en font commerce. La reconstitution de l'Inquisition en 1542, si elle ne concerne pas uniquement — et loin s'en faut — les seuls délits relatifs à l'impression, la vente ou la possession de livres prohibés, donne à la répression son armature judiciaire. A Venise, le tribunal du Saint Office se substitue dans une très large mesure à celui des *Esecutori contra la bestemmia* qui avait juridiction sur les affaires de librairie. Ce transfert est accepté par les autorités de la République parce que l'Inquisition vénitienne, par un décret du doge d'avril 1547, comprend, outre le patriarche (ou son vicaire), le nonce (ou un auditeur) et l'inquisiteur, trois députés laïques (les « Tre Savii ») qui, nommés par le doge et le Collegio, représentent le pouvoir civil dans le tribunal. Seconde arme entre les mains du Pape et des autorités ecclésiastiques : l'Index. L'initiative en la matière n'est point romaine. Le premier Index pontifical est, en effet, précédé par toute une série d'Index particuliers, dressés par des autorités laïques ou universitaires : en 1538 le Sénat milanais, en 1542 la Sorbonne, le gouvernement de Lucques en 1545, la faculté de théologie de Louvain en 1546, le gouvernement de Sienne en 1548, le Conseil des Dix de Venise en 1549. La série des Index pontificaux commence avec celui de 1554/1555 — même s'il n'est pas promulgué à Rome — suivi par ceux de 1559, 1564 (l'Index tridentin) et 1596, ce dernier résultant de la révision

d'Index publiés en 1590 et 1593. D'une liste à l'autre, la sévérité s'accroît, avec l'augmentation du nombre d'auteurs dont l'œuvre complète est rejetée, l'élargissement des critères de condamnation qui ajoutent l'immoralité et l'anticléricalisme à l'hérésie — ce qui prohibe une part considérable de la littérature en langue vulgaire du siècle —, l'addition, à partir de 1564, de règles devant guider l'utilisation de l'Index et qui insistent sur le droit de censure préalable et le pouvoir de surveillance des autorités ecclésiastiques, évêques ou inquisiteurs. Moins connu est le troisième volet de la politique des papes réformateurs, apparu dans la décennie 1560. Il s'agit des privilèges universels et exclusifs accordés par le Pape à des imprimeurs romains pour l'édition des versions réformées du bréviaire, du missel et du catéchisme puis, plus tard, de tout un ensemble d'autres textes, tels la Vulgate clémentine ou le *Pontificale romanum*. Assortis de menaces d'excommunication et de lourdes sanctions financières pour les contrevenants, accordés généralement pour dix ou vingt ans, ces privilèges ont pour but d'assurer la circulation des textes tridentins dans leur parfaite exactitude, sans interpolations de versions condamnées ou rejetées, sans fautes ni désordre de composition. Une fois rendus au domaine public, les textes ne peuvent être réédités que sous un strict contrôle ecclésiastique veillant à l'exacte reproduction de l'édition originale. La politique contre-réformée du livre ne se limite donc pas à interdire, elle prétend également intervenir dans l'édition elle-même (comme l'atteste, par ailleurs, la création en 1587 de la *Typographia Apostolica Vaticana*).

Le second mérite du livre de Grendler est de bien marquer les attitudes successives du pouvoir vénitien vis-à-vis de la politique pontificale. Jusqu'en 1560, le zèle de la République est modéré et les protestations des imprimeurs contre les Index sont soit entendues (comme en 1549, où le *Catalogo* publié en mai est retiré en juin), soit soutenues (comme en 1555, où le Saint Office vénitien suspend l'application de l'Index publié au début de l'année et en 1559, où les imprimeurs résistent six mois à la promulgation de l'Index de Paul VI). Dans la décennie 1560, les choses changent : le gouvernement vénitien, craignant une diffusion du protestantisme parmi les jeunes nobles de la République, donne toute leur rigueur aux mesures souhaitées par le Pape sans plus écouter les récriminations des imprimeurs et libraires de la cité. Deux textes tout particulièrement illustrent cette sévérité nouvelle. Un décret de mars 1562 organise très strictement une censure préalable sur tous les textes imprimés par les presses vénitienes. Avant d'être publié, tout manuscrit doit obtenir l'accord (le *testamur*) de trois lecteurs (l'inquisiteur ou un commissaire nommé par lui, un lecteur public, un secrétaire ducal), puis un certificat des *Riformatori dello Studio di Padova*, et finalement l'imprimatur du Conseil des Dix. Parcourir les étapes de cette censure préalable prend du temps, de un à trois mois, et coûte cher (3 ducats pour un manuscrit de 160 folios). En juin 1569, une loi du Conseil des Dix complète la machine répressive en soumettant tous les livres publiés hors la ville à l'approbation des trois lecteurs et à l'autorisation des *Riformatori* et en donnant à l'inquisiteur un droit d'inspection sur tous les livres importés dans la cité. Prévue d'abord aux postes de douanes, l'inspection inquisitoriale se transforme dès 1570 en droit de visite dans les librairies. Les livres prohibés sont alors brûlés par milliers dans Venise : en 1571 vingt-huit imprimeurs et libraires sont déférés devant le Saint Office et, en 1588, l'Inquisition condamne à mort un vendeur de livres protestants, Pietro (ou Piero) Longo.

Mais après 1590, la République et la Papauté ne marchent plus du même pas. En conflit sur la propriété des terres ecclésiastiques dans la Terre Ferme, les deux pouvoirs se heurtent aussi au sujet du livre. D'une part, les autorités civiles entendent rétablir la compétence des juridictions laïques aux dépens du tribunal de l'Inquisition. Dans le domaine du contrôle de la moralité publique, le Tribunal des *Esecutori contra la bestemmia* se montre d'ailleurs beaucoup plus sévère que le Saint Office qui préférerait les pénitences publiques et les charités forcées aux condamnations à mort (l'exécution de Longo constituant une exception). D'autre part, le gouvernement vénitien veut protéger la situation économique des

## CULTURE ET SOCIÉTÉ

imprimeurs de la cité, privés de marchés considérables par les privilèges pontificaux, ligotés par la censure, impuissants face aux éditeurs de l'Europe du Nord et menacés en Italie même par la concurrence des Romains et des Florentins. Pour ce faire, le pouvoir civil refuse de reconnaître la validité des privilèges universels octroyés par le Pape, n'accorde aucun privilège à des imprimeurs étrangers et soutient ses imprimeurs dans leur lutte contre l'Index de 1596 qui prétendait leur imposer un serment devant l'évêque ou l'inquisiteur. Le Pape doit reculer sur tous les fronts : en septembre 1596, par un concordat, il accepte une restriction du contrôle ecclésiastique sur le commerce du livre, et en 1602 il limite au seul État pontifical l'aire d'application des privilèges accordés pour l'édition du bréviaire et du missel révisés. Même après la levée de l'interdit de 1606/1607, la censure inquisitoriale ne retrouve pas sa puissance des décennies 1560/1570 : profitant du conflit entre Rome et la République, les imprimeurs vénitiens redoutent moins les interdictions, et le commerce clandestin atteint son apogée.

Il faut d'ailleurs souligner, comme le fait P. Grendler, que celui-ci a toujours irrigué Venise, même aux temps les plus noirs de la chasse aux livres hérétiques. Le divorce est donc complet entre la production du livre, qui donne une part grandissante au livre religieux (15 % des imprimatur à la mi-siècle et le tiers dans la décennie 90) et la circulation du livre qui s'alimente largement aux sources interdites, en tout premier lieu Bâle, ville d'approvisionnement en éditions publiées par les imprimeurs de l'Europe protestante. Dans un chapitre qui, du fait des sources disponibles, n'a pas la saveur des récits de R. Darnton, P. Grendler évoque les différentes ruses utilisées pour déjouer le contrôle des livres importés (fausses adresses, faux colophons, corruption) et montre le très large éventail des titres interdits disponibles dans Venise : livres d'occultisme et de magie, ouvrages scientifiques d'auteurs réformés, Bibles protestantes, classiques de la Réforme. Les bibliothèques privées, auxquelles l'auteur fait allusion *in fine*, confirment la circulation de cette littérature prohibée et, par là, attestent que ni l'Index ni l'Inquisition n'ont pu retrancher l'Italie de la vie intellectuelle européenne.

L'impact de la politique catholique sur la géographie européenne de l'édition est plus difficile à bien mesurer. La basculement sud/nord du début du XVII<sup>e</sup> siècle, clairement dessiné par H.-J. Martin <sup>7</sup>, est-il la conséquence des interdictions prononcées par la Papauté et appliquées par les tribunaux de l'Inquisition ? En ôtant aux imprimeurs des pays catholiques la possibilité d'éditer les textes les plus demandés, des Bibles en vulgaire à la littérature humaniste, l'Église n'a-t-elle pas fait le succès des ateliers de l'Europe réformée. Amsterdam en tête ? Le diagnostic doit sans doute être nuancé. En effet, la Réforme catholique crée aussi un immense marché de substitution, celui du livre de dévotion. Bréviaires, missels, catéchismes, livres d'heures, livrets pieux constituent un matériel nouveau diffusé massivement, d'abord pour la réforme du clergé, ensuite pour la christianisation des peuples. L'édition catholique, à Paris comme à Venise, n'est donc pas détruite par la politique pontificale. Il n'en reste pas moins vrai que plusieurs facteurs ont puissamment joué en faveur des imprimeurs protestants : l'afflux d'ouvriers réfugiés, les Index eux-mêmes qui fournissaient la liste des ouvrages interdits dont la vente clandestine serait profitable, enfin — malgré les sévérités genevoises — la politique des États protestants permettant l'édition d'ouvrages autres que ceux de la stricte orthodoxie calviniste ou luthérienne. Le basculement de la géographie éditoriale s'inscrit dans le contexte d'un déplacement de l'activité économique globale mais il renvoie aussi, très clairement, à la manière contrastée dont l'Église catholique et les autorités réformées ont apprécié le rôle du livre.

Cette différence d'attitudes, E. Eisenstein la place au cœur de son second volume, tout entier consacré à démontrer le rôle essentiel joué par l'imprimé dans la naissance de la science moderne. En effet, même si de part et d'autre de la frontière confessionnelle, les théologiens ont également condamné les nouvelles représentations du cosmos, jamais la

censure n'a interdit en pays réformé la publication des ouvrages qui les explicitaient. De là, l'importance d'Amsterdam (et des Elseviers) dans l'histoire intellectuelle occidentale et le lien établi, dans le sein même des ateliers typographiques, entre la Réforme et la révolution scientifique. Pour résumer les longues analyses d'E. Eisenstein, on peut dire que l'imprimerie transforme les conditions du travail scientifique sur trois plans. Elle assure d'abord la fixation et l'universalité du langage propre à la science : tables, figures, symboles, cartes, planches, etc. D'autre part, elle libère le savant des tâches qui dévoraient son temps dans la « scribal culture », à savoir la copie des manuscrits et la confection à la main de tous les supports graphiques de la démonstration. Enfin, elle autorise un progrès cumulatif du savoir, sans risque de pertes (alors que, par exemple, la théorie des fractions décimales développée par Bonfils au <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle était inconnue de Stevin, tout comme l'était de Copernic le traité astronomique pourtant « pré-copernicien » de Campanus de Novara, écrit au <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle). Au temps de l'imprimé, la lecture parallèle des différents systèmes anciens fait apparaître clairement leur contradiction, et grâce au livre, à chaque instant, les observations recueillies peuvent être confrontées au « grand livre de la Nature ». Du monde clos de la bibliothèque antique à l'univers infini de l'imprimé, la révolution est totale qui fait que même les savants les moins liés à l'imprimerie (par exemple Copernic ou Galilée) œuvrent dans un contexte tout différent de celui de la science médiévale : à la fois parce que le stock de matériaux disponibles (textes anciens, observations, tables, etc.) s'est accru prodigieusement et parce que l'outillage intellectuel nécessaire à la traduction de la découverte est devenu une langue universelle, accessible dans une forme réglée à l'ensemble de la communauté scientifique. Pour E. Eisenstein, de même qu'elle sépare radicalement les deux renaissances et qu'elle marque la fin de la chrétienté médiévale, l'imprimerie dans le domaine scientifique oppose les « partial anticipations » du temps de l'écrit manuscrit et l'« actual breakthrough » de l'ère moderne.

La problématique d'E. Eisenstein est donc clairement fondée sur le repérage des différentes « coupures » instaurées par l'imprimé dans les champs du savoir ou du croire. Les transformations ainsi étudiées, et qui sont plus ou moins en synchronie dans le premier siècle de l'imprimerie, concernent avant tout l'élite encore mince des lisants-écrivains de l'Europe du <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle. Le changement auquel fait allusion le titre d'E. Eisenstein ne consiste pas (ou pas d'abord) dans l'élargissement du public des lecteurs mais dans la mutation des opérations intellectuelles rendues possibles par le nouveau moyen de communication. Si l'imprimerie marque une rupture fondamentale, ce n'est pas tant parce qu'elle est un instrument de divulgation mais parce qu'elle provoque la redéfinition de l'outillage et des procédures de la pensée. Dans le livre de Robert Darnton, *The Business of Enlightenment*, les termes de la problématique s'inversent<sup>8</sup>. Ce qui est premier ici est le marché, donc l'extension (réelle ou supposée par les libraires-imprimeurs) de la société des lecteurs. Trois cents ans après Gutenberg, l'idée qu'un public toujours plus large peut accueillir, donc acquérir, les produits multipliés de l'imprimerie devient le moteur principal de toutes les transformations qui affectent les stratégies éditoriales comme les conditions de production ou les formes mêmes du livre. Pour démontrer ce primat du marché, partant celui de la fonction divulgatrice de l'imprimé, R. Darnton a choisi d'analyser, dans un « case study » porté aux dimensions d'une thèse à la française, la diffusion du texte emblématique des Lumières : l'*Encyclopédie*. Centré sur le dernier quart du siècle, le propos de Darnton est double : d'une part, montrer comment au <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècle un texte devient un livre, c'est-à-dire comment la création intellectuelle d'un auteur ou d'une équipe est transformée en un objet-marchandise, fabriqué, transporté, vendu, acheté ; d'autre part, marquer qu'avec les années 1770, la circulation des Lumières entre dans une phase nouvelle qui n'est plus celle de la diffusion restreinte comme au temps des grandes créations, mais celle d'une vulgarisation qui élargit, à travers plusieurs « vagues de popularisation » (p. 530), la clientèle des textes « philosophiques » et où les entreprises de librairie tiennent à l'évidence le premier rôle.

## CULTURE ET SOCIÉTÉ

R. Darnton commence donc son récit au moment où circulent déjà quatre éditions de l'*Encyclopédie* mais toutes en format in-folio : la première édition des libraires parisiens, commencée en 1751 et achevée seulement en 1772, les deux contrefaçons italiennes de Lucques et Livourne, l'édition genevoise imprimée par Cramer pour un consortium rassemblé autour de Panckoucke qui avait acheté, en 1769, « les droits et cuivres » du *Dictionnaire encyclopédique*. Ces différentes éditions, qui comprennent 17 volumes de texte et 11 de planches et qui ont toutes un prix de souscription élevé (entre 980 livres pour celle de Paris et 574 pour celle de Livourne), ont mis en circulation environ 11 000 exemplaires de l'*Encyclopédie*. Peuvent s'y ajouter les 1 600 exemplaires de la version révisée et « protestantisée » de F.-B. de Felice, imprimée à Yverdon, entre 1770 et 1780. En 1775, le marché encyclopédique pouvait donc sembler saturé et pourtant c'est après cette date que s'élaborent les trois plus grandes spéculations autour du grand œuvre de Diderot. Toutes trois sont présentes dans l'ouvrage de R. Darnton, mais inégalement. Grâce aux archives de la Société Typographique de Neuchâtel (STN), la mieux documentée est, sans conteste, la réédition in-quarto entreprise en 1777 par Panckoucke, la société neuchâteloise et un libraire lyonnais, Joseph Duplain. En sept chapitres, R. Darnton analyse toutes les étapes de l'entreprise : les négociations (difficiles) entre les associés, la guerre commerciale qu'ils mènent contre leurs concurrents, la fabrication du livre, sa diffusion, enfin l'apurement (encore plus difficile) des comptes entre les partenaires. Il consacre ensuite deux chapitres très neufs, fondés sur une documentation plus dispersée, à l'*Encyclopédie méthodique* commencée en 1782 par Panckoucke et dont les derniers volumes ne paraîtront qu'en 1832. La troisième spéculation encyclopédique, i.e l'édition octavo annoncée en 1777 par les Sociétés typographiques de Berne et de Lausanne, si elle n'est pas traitée en elle-même, apparaît cependant, comme en négatif, à travers les craintes et parades qu'elle inspire aux associés du quarto. Autour d'une source privilégiée, les papiers de la STN, qui fondent aussi la plupart de ses travaux sur la diffusion du livre prohibé et l'« underground » littéraire, Darnton agrège tout un ensemble de données (tirées des archives de la Chambre syndicale des libraires et imprimeurs de Paris, de la correspondance de Panckoucke éparpillée entre Paris, Genève, Amsterdam et Oxford, des multiples prospectus et circulaires publiés par ce dernier), afin de prendre une mesure aussi complète que possible des conditions de production et de circulation du texte encyclopédique dans la dernière étape de son cycle de vie au XVIII<sup>e</sup> siècle.

Il n'est évidemment pas possible de suivre ici dans son détail le récit de R. Darnton mais, tout au plus, de marquer en quoi la « biographie encyclopédique » qu'il propose modifie et accroît notre savoir sur l'édition des Lumières. L'histoire de l'édition quarto de l'*Encyclopédie* permet tout d'abord de caractériser les grandes spéculations de librairie du XVIII<sup>e</sup> siècle comme des entreprises capitalistes d'envergure pourtant très étroitement dépendantes des structures économiques, juridiques et mentales de la société traditionnelle. La réédition quarto est, en effet, une énorme entreprise puisque les associés ont décidé de porter son tirage à plus de 8 000 exemplaires — le tirage final sera de 8 525 exemplaires, ce qui représente, pour les seuls 36 volumes de texte, 306 900 livres à imprimer en trois ans. Un tel projet exige donc d'énormes mises de fonds, couvertes pour partie par les rentrées de la souscription, et la mobilisation d'une vingtaine d'ateliers et de plus d'une centaine de presses : il crée une demande considérable sur le marché de l'encre, des caractères, et surtout du papier, demande qui n'est satisfaite qu'avec des retards et au prix fort : enfin il nécessite le recrutement massif d'ouvriers, compositeurs et pressiers, embauchés pour le temps de l'édition. L'*Encyclopédie* quarto alimente ainsi l'activité non seulement des presses genevoises et neuchâteloises (la STN ne produit d'ailleurs que 5 des 36 volumes de l'ouvrage) mais aussi de tout un ensemble d'ateliers régnicoles, à Lyon, Grenoble, Trévoux, qui paraissent ainsi bien moins anémiés que ne le laissent penser les enquêtes officielles, telles celles de 1764 ou 1777. Mais les investissements financiers et le contrôle d'un appareil

de production ne suffisent pas à la réussite de l'entreprise, « la plus belle qui ait été faite en librairie », aux dires des directeurs de la STN. Il y faut aussi privilèges et protections. De là, le rôle de Panckoucke, propriétaire des « droits et cuivres » de l'*Encyclopédie* et suffisamment bien en cour pour faire saisir les contrefaçons et faire interdire le marché français aux éditions rivales. C'est grâce aux puissants appuis de Panckoucke (Vergennes, le directeur de la librairie Le Camus de Neville, le lieutenant de police Lenoir, les autorités lyonnaises) que l'édition quarto peut s'imprimer pour partie en toute impunité en France et y circuler librement ; c'est grâce à eux que peut être détournée la menace représentée par l'édition octavo de Berne et Lausanne. Touchés par la saisie d'un grand nombre de leurs exemplaires, les associés de l'octavo renoncent au marché français avant de passer accord avec Panckoucke qui leur cède, en 1780, le droit d'entrée dans le royaume pour 24 000 livres.

La stratégie de Panckoucke, appuyée sur l'utilisation des mécanismes les plus fondamentaux de l'Ancien Régime (le privilège, la protection) pour diffuser un livre qui les malmène, ne peut se comprendre que rapportée à la nouvelle attitude du pouvoir vis-à-vis des Lumières dans la décennie 1770. A une période répressive (marquée par la révocation du privilège de l'*Encyclopédie* en 1759 et la saisie en 1770 des trois premiers volumes de la réédition folio entreprise par Panckoucke et un consortium de libraires de Genève, Paris et Bouillon) succède, en effet, un temps de protection, désigné par Darnton comme un « enlightened despotism ». Le projet de l'*Encyclopédie méthodique* bénéficiera de cette même attitude, avec plus de netteté encore : le livre reçoit un privilège en 1780, ses six premiers volumes sont dédiés à différents ministres, à Le Camus de Neville et à Lenoir, et il est protégé de la grogne des souscripteurs, mécontents d'avoir à payer plus que le prix de la souscription initiale, par deux arrêts du conseil en 1789. Dans sa version « méthodique », l'*Encyclopédie* est ainsi devenue un livre quasi officiel, encouragé et soutenu par la monarchie. En contrastant fortement les décennies 1760 et 1770, R. Darnton fait justice du cliché qui désigne la monarchie ancienne comme le perpétuel persécuteur de la pensée éclairée.

Autre apport du livre : une analyse minutieuse des conditions de fabrication des volumes dont s'était chargée la STN. La banque des ouvriers tenue par le prote offre ici une possibilité exceptionnelle : indiquant chaque semaine par qui chaque feuille a été composée puis imprimée, elle permet de restituer les rythmes et les habitudes de travail, les flux de l'embauche, l'organisation de l'atelier. En attendant la thèse de J. Rychner, fondée elle aussi sur les papiers de la STN<sup>9</sup>, le chapitre v de Darnton fournit la meilleure description à ce jour du travail dans un grand atelier typographique au xviii<sup>e</sup> siècle (au moment de la production de l'*Encyclopédie* quarto, la STN possède en effet douze presses). Premier constat : la grande irrégularité de la production d'une semaine à l'autre. Payés à la tâche (à la feuille pour les compositeurs, pour chaque mille impressions pour les pressiers), les ouvriers travaillent à leur rythme, de quatre à six jours selon les semaines et avec plus ou moins d'ardeur. D'où de fortes variations dans la production de l'atelier, d'ailleurs accrues par l'extrême instabilité des effectifs. Le prote a en effet mission de régulariser, autant que faire se peut, l'activité et pour cela, soit engage des équipes de compositeurs pour des tâches spécifiques (le *labeur* ou l'*ouvrage*) et les renvoie une fois celles-ci achevées, soit embauche et débauche en fonction de l'avancement inégal du travail de composition et d'impression. Par rapport à la marche des grands ateliers du xvi<sup>e</sup> et du xvii<sup>e</sup> siècle (par exemple celui de Plantin étudié par L. Voet ou celui de l'Université de Cambridge, étudié par D. F. Mac Kenzie<sup>10</sup>), la seule grande différence tient à l'organisation du travail des compositeurs. A la STN, les compositeurs œuvrent en équipe, sous la direction d'un compositeur en chef, selon le système du *paquet*. Chaque équipe de quatre ou cinq ouvriers travaille simultanément à la composition des différentes pages (les *paquets*) d'une même forme, ce qui accroît la vitesse d'exécution. A la fin de chaque semaine, l'équipe est rémunérée selon le nombre de feuilles composées — deux formes étant nécessaires pour imprimer une feuille recto verso. En suivant le travail

## CULTURE ET SOCIÉTÉ

des équipes de *paquetiers* dans la banque des ouvriers, R. Darnton montre, d'abord, qu'ils travaillent sur le texte sans en suivre l'ordre (par exemple, une même équipe a composé successivement les feuilles 4S, 4Y, 5A, 5E, 5F et 5L du volume 19 dans la semaine du 19 au 24 avril 1779), ensuite qu'il n'y a pas de lien fixe entre telle équipe de paquetiers et tel ou tel pressier, les formes composées étant imprimées par celui qui n'a plus d'ouvrage. Les conditions technologiques dans lesquelles a été imprimée l'*Encyclopédie* quarto sont donc fort proches de celles du xvi<sup>e</sup> siècle ; le problème majeur, demeure celui de l'adaptation des flux de la main-d'œuvre à l'état d'avancement du travail, ce qui se traduit par une forte instabilité de l'emploi, partant une très grande mobilité géographique des ouvriers du livre.

Retiré un temps dans l'atelier, R. Darnton en sort pour saisir la diffusion de l'*Encyclopédie*. Deux idées fondamentales ici. La première, qui sous-tend tous ses précédents articles sur la circulation du livre interdit, prend ses distances vis-à-vis de l'image donnée par les sources officielles ou contrôlées, ainsi les registres de permissions et privilèges ou les inventaires de bibliothèques. Minorant la diffusion du livre philosophique, dans toutes ses modalités, de l'encyclopédique à la pornographique, ces documents ne permettent pas d'appréhender correctement la demande vraie des lecteurs. Soit l'*Encyclopédie* : au moment où Panckoucke, Duplain et la STN entreprennent le quarto, les éditions in-folio représentent, on l'a vu, 11 000 exemplaires, le quarto en ajoute 8 500 et l'octavo près de 6 000. A s'en tenir aux seules éditions fondées sur le texte originel, ce sont donc 25 000 exemplaires qui circulent dans l'Europe du xviii<sup>e</sup> siècle dont, sans doute, près de 12 000 en France. Et le marché des encyclopédies ne paraît pas saturé puisque Panckoucke tire à 5 000 exemplaires son *Encyclopédie méthodique*. Les années 70 sont donc marquées par « the appeal of the Enlightenment on a massive scale » (p. 529). La liste des libraires ayant placé les souscriptions de l'édition quarto, permet de voir que son terrain d'accueil le plus favorable est constitué par les villes dont les fonctions principales sont administratives et culturelles, alors que les cités de commerce ou de manufactures en sont de médiocres acheteuses. La liste nominale des souscripteurs du libraire bisontin Lépagnez (253 personnes) confirme pleinement cette image qui fait du monde des officiers, des nobles militaires, des clercs et des hommes de loi et d'administration le public privilégié de l'*Encyclopédie*. Ce sont donc les élites traditionnelles de l'ancienne société qui constituent les lecteurs des Lumières, et non la bourgeoisie marchande. En abaissant le prix de l'*Encyclopédie* à 394 livres, l'édition quarto lui a gagné toute une couche de lecteurs provinciaux, recrutée dans l'armature légiste et robine de l'Ancien Régime. Le fait que de nombreux libraires mentionnent dans leurs lettres à la STN l'existence de cabinets de lecture ouverts par leurs soins, autorise à penser qu'au-delà de ce noyau de lecteurs il en est d'autres, pas assez fortunés pour souscrire personnellement (d'autant que l'édition octavo qui ne coûte que 225 livres n'a que peu circulé en France) mais tout de même désireux de lire le livre le plus célèbre du siècle.

Dans les deux chapitres qu'il consacre à l'*Encyclopédie méthodique*, fort délaissée jusqu'ici, R. Darnton porte l'accent, en premier lieu, sur la démesure de l'entreprise. Annoncée comme devant comporter 42 volumes de texte en 1781, puis 53 en 1782, pour un prix de souscription de 672 livres, l'ouvrage gonfle sans cesse au fil des années : en mars 1789, Panckoucke prévoit qu'il comprendra 124 volumes en 51 dictionnaires, ce qui fait plus que doubler le prix originel, et finalement à son achèvement en 1832 la *Méthodique* sera forte de 166 volumes et demi de texte. Une entreprise aussi gigantesque, devenue la préoccupation dominante de Panckoucke à partir de 1780, ne paraît avoir été financièrement possible que grâce au soutien que lui apportaient ses autres spéculations, en particulier les bénéfices de ses différents journaux. En analysant le collectif des premiers et principaux auteurs engagés par Panckoucke, au nombre de 73 en 1789, Darnton entend ensuite souligner la profonde transformation qui a affecté le monde des auteurs entre la mi-siècle et les années 80. Les auteurs de Panckoucke représentent une « nouvelle génération d'intellectuels », étroitement liés à l'État, à ses institutions scientifiques et d'enseignement

(par exemple les grandes écoles techniques), reconnus par l'élection aux académies parisiennes. Surtout, chacun d'eux maîtrise une spécialité de laquelle il ne sort pas, ce qui renvoie d'ailleurs à la construction même de la *Méthodique*, pensée comme l'inventaire exhaustif et thématique des différents champs de connaissances. La spécialisation des auteurs recrutés pour l'entreprise les rendent fort différents de la première génération d'encyclopédistes, philosophes polygraphes plus que savants professionnels. Avec la Révolution, les collaborateurs de Panckoucke se trouvent dispersés sur tout l'éventail politique, mais la majorité préfère le « centre-gauche », entre Feuillants et Girondins, et se retrouve sans solution de continuité, dans les nouvelles institutions scientifiques et pédagogiques. Avec le « second encyclopédisme » s'affirme donc une nouvelle figure de l'intellectuel, expert au service de l'État.

Menant son étude de la *Méthodique* jusqu'à la mort de Panckoucke, R. Darnton peut mesurer l'impact dévastateur de la Révolution sur l'ancien système d'édition. D'une part, la clientèle traditionnelle du livre se trouve touchée, ce qui se traduit pour Panckoucke par une véritable hémorragie de souscripteurs, lassés par la croissance sans fin et le coût grandissant de l'ouvrage. D'autre part, les coûts de fabrication augmentent considérablement, surtout à Paris, du fait de la hausse du prix du papier et de la hausse des salaires ouvriers. Panckoucke tente de parer le coup, d'abord en se tournant vers des imprimeurs provinciaux, puis en ouvrant son propre atelier. Avec deux protes, une centaine d'ouvriers, vingt-sept presses et un matériel estimé à 60 000 livres en 1794, cette imprimerie était sans conteste l'une des plus grandes entreprises typographiques du XVIII<sup>e</sup> siècle (sinon la plus grande)<sup>11</sup>. Surtout, la Révolution détruit tout l'ancien système des privilèges et des protections, fondamental dans la stratégie de Panckoucke. Désorienté par la liberté sans frein du nouveau régime de la presse, déçu par la dispersion des auteurs entrés, pour un temps, en journalisme ou en politique, Panckoucke renonce en l'an II et laisse à son gendre toutes ses affaires, y compris la *Méthodique*.

Ce résumé analytique du livre R. Darnton ne lui rend que très imparfaitement justice : il ne donne, en effet, qu'un squelette là où il faudrait évoquer une écriture drôle, sensible, fourmillante. Il y a en effet, chez lui, la volonté de faire revivre toute une humanité, de sonder les cœurs et les pensées, de retrouver les êtres de chair et de sang dans le filigrane du papier d'archive. C'est pourquoi le récit entraîne le lecteur dans les multiples ruses et coquinerie des imprimeurs pourtant associés, et donne aux personnages mis en scène une épaisseur qui n'est point habituelle dans un livre d'histoire au sujet apparemment si austère et spécialisé. Rien n'exprime mieux cette manière d'écrire, qui tient de Cobb et Simenon, que le passage où Darnton, ayant remarqué l'empreinte d'un pouce à la page 635 du quinzième volume de l'*Encyclopédie* quarto conservée à la Bibliothèque de la Ville de Neuchâtel, part à la recherche de l'ouvrier négligent. Grâce à la banque des ouvriers, qui indique quel est le pressier qui a imprimé la feuille, le propriétaire du pouce peut être identifié : il s'agit d'un certain Bonnemain (le mal nommé) dont une lettre écrite par l'un de ses anciens employeurs, Tonnet de Dôle, dit un fragment de l'existence (pp. 228-230). L'historien a-t-il pour fonction de ressusciter les âmes mortes ? Certains penseront que non, et qu'il y a quelque *hybris* ou illusion à prétendre restituer le vécu enfui. Le livre de R. Darnton, comme ceux de C. Ginzburg, montre toutefois qu'à travers le prisme d'un récit où le réel a les séductions d'une fiction, peuvent être démontés les mécanismes de tous ordres qui réglaient les raisons propres et irréductibles à nos catégories des conduites humaines dans l'ancienne société.

Entre le livre de Robert Darnton et celui de Frédéric Barbier<sup>12</sup>, il est un point commun : l'utilisation des archives d'une entreprise comme matériau fondamental d'une recherche sur le livre. Longtemps négligés, parce que mal repérés ou fermés aux lecteurs universitaires, les fonds des grandes maisons de librairie se révèlent maintenant comme une des sources les plus aptes à renouveler le questionnaire même de l'histoire du livre, jusqu'ici bornée par la sécheresse des archives administratives ou les limites de la documentation notariale. Les

## CULTURE ET SOCIÉTÉ

archives exploitées par F. Barbier sont celles de la grande maison strasbourgeoise Berger-Levrault, déposées aux A.D. du Bas-Rhin et de la Meurthe-et-Moselle et ouvertes en 1973. Dans ce travail, qui a donné la matière d'une thèse de l'École des Chartes, F. Barbier met en œuvre cette documentation (d'ailleurs complétée par les fonds publics) pour la période qui va des années 1780 à 1830. Trois ensembles archivistiques fondent son étude : les grands livres (*Kleinhauptbücher*) et les inventaires généraux de l'entreprise (huit entre 1803 et 1827) qui permettent de reconstituer son développement économique, la correspondance reçue et les registres de copies de lettres (tenus systématiquement après 1820), enfin les contrats passés tant avec les auteurs qu'avec les libraires-imprimeurs qui autorisent à dresser le bilan de l'activité éditoriale et commerciale de la maison. Le fonds est donc exceptionnel, de même nature sinon de même richesse que celui de la STN, et F. Barbier entend en poursuivre l'exploitation dans un futur travail consacré à l'histoire de Berger-Levrault à l'âge de la révolution industrielle.

Dans le premier volet de ce diptyque annoncé, F. Barbier analyse les raisons qui sous-tendent la croissance de l'entreprise. Au départ, un atelier modeste : celui acheté en 1681 par Friedrich-Wilhelm Schmuck et dirigé ensuite par ses deux fils. A la mi-xviii<sup>e</sup> siècle, l'entreprise de cette ancienne famille alsacienne ne compte qu'une presse en état de servir et ne vit que des travaux de ville. Les choses commencent à changer lorsque l'atelier est pris en main par François-Georges Levrault, d'abord associé à son beau-frère Christmann (qui en avait hérité des Schmuck), puis seul directeur à partir de 1771. Les commandes des différentes administrations, l'impression des thèses soutenues à l'Université, une première activité éditoriale assurent le succès de l'entreprise qui croît plus rapidement que les autres imprimeries de la ville. A la veille de la Révolution, elle compte quatre presses, donne du travail à seize ouvriers et a été complétée par l'acquisition d'une papeterie et d'une fonderie. Retiré en 1789, F.-G. Levrault laisse l'entreprise à ses fils. Alors même que l'aîné, François-Laurent, qui avait joué un rôle politique important dans les premières années de la Révolution, est obligé d'émigrer, la maison prospère : l'atelier se développe encore et avec douze presses en 1803 concentre le tiers de la capacité de production de la ville en matière d'imprimerie. Une librairie et une imprimerie sont ouvertes à Paris ; les activités d'édition proprement dites prennent une importance croissante. La période impériale révèle, toutefois, la fragilité de l'édifice. Dirigée par Levrault l'Aîné, rentré d'exil, sa femme Caroline Schetz et son frère Louis, l'entreprise est en effet mise en péril par ses difficultés financières. L'accroissement de ses dépenses de fonctionnement l'ont obligée à augmenter son crédit jusqu'à une situation de déséquilibre. Ne pouvant plus faire face à ses engagements, elle est sauvée par la confiance qu'inspire la réussite sociale de François-Laurent, devenu une notabilité politique, le soutien financier des parents et amis, et surtout le répit laissé par les créanciers en 1812. Après une phase de repli sur le marché régional et les travaux de ville, les Levrault jouent deux cartes décisives pour sortir d'affaires : le commerce du livre français en Allemagne, l'édition d'un ouvrage fort rentable, le *Dictionnaire des Sciences Naturelles* qui permet d'étendre le réseau commercial de la maison et dont les rentrées contribuent fortement à l'assainissement de la situation financière. Après 1821, date de la mort de Levrault l'Aîné qui était devenu recteur de l'Académie de Strasbourg trois ans plus tôt, l'entreprise sous la conduite de sa veuve, qui s'associe en 1825 avec Pierre-Frédéric Berger, ne connaît plus d'alarme. Dégagée du remboursement de ses dettes, elle augmente encore sa capacité productive (avec quatorze presses et une cinquantaine d'ouvriers vers 1830), étend son commerce en France et en Allemagne, se donne une image de marque d'éditeur spécialisé dans le domaine scientifique, en particulier les sciences naturelles.

A travers ce récit d'une réussite, mené avec précision, F. Barbier — qui est l'un des premiers historiens du livre de la nouvelle génération à s'aventurer sur les terres du xix<sup>e</sup> siècle — montre clairement que le problème fondamental de l'imprimerie ancienne est celui du crédit. Plus encore que le nombre de presses ou de fontes, c'est l'inégale capacité à

mobiliser les fonds nécessaires au travail d'édition qui hiérarchise les entreprises ; et même les plus apparemment robustes, telle la maison Levrault, ne sont pas à l'abri de sérieuses difficultés dans la mesure où la croissance de leurs investissements et de leurs dépenses de fonctionnement les mettent à la merci de leurs bailleurs de fonds et sous la menace de la faillite. L'archaïsme des structures financières traditionnelles constitue donc la plus lourde des entraves au développement des entreprises de librairie. Seconde donnée, bien soulignée par F. Barbier : l'importance des commandes officielles (de l'Église, de l'État, des administrations, de l'armée, des institutions scolaires, etc.) dans la vie et la croissance des maisons typographiques. Dans les décennies 1760/1770, comme pendant les années révolutionnaires, c'est l'accroissement de ces commandes qui donnent les bases du développement de la maison Levrault ; durant les temps difficiles de l'Empire, ce sont elles qui assurent la continuité du travail de l'atelier. Entre 1786 et 1830, 60 % des impressions des Levrault ont été commandées par des administrations. Les grandes spéculations de librairie, comme les éditions de l'*Encyclopédie* ou le *Dictionnaire des Sciences naturelles*, ne doivent donc pas masquer que l'assise de l'activité d'un atelier typographique ancien est fournie par l'impression, non de livres, mais de tout un matériel officiel, utilitaire et périssable.

Mais l'intérêt majeur de l'ouvrage de Barbier est sans doute de montrer que l'« ancien régime typographique » dure jusqu'aux années 1830. En effet, la maison Levrault, dans le premier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle, ressemble bien plus à un atelier du XVI<sup>e</sup> ou du XVII<sup>e</sup> siècle qu'à une entreprise des dernières années du XIX<sup>e</sup> siècle, et ce sur tous les plans. D'abord, il est clair qu'aucune innovation technologique ne transforme fondamentalement les conditions de la production. La presse à un coup fait une apparition timide (les Levrault n'en possèdent qu'une), un atelier de lithographie n'est ouvert qu'en 1821 et finalement le changement de plus d'importance est la multiplication des polices de caractères possédées par l'imprimeur, ce qui lui permet de conserver les formes composées et donc de substituer aux rééditions de simples retirages. Cette possibilité explique pour partie que les éditions des Levrault, comme les éditions des siècles précédents, ne dépassent que très rarement 1 500 ou 2 000 exemplaires. Chiffres en main, F. Barbier montre que, compte tenu des conditions technologiques existantes, il y a là un optimum, tout tirage au-delà de 2 000 ne diminuant que très faiblement le prix de revient à la feuille alors qu'il accroît fortement l'investissement nécessaire et présente un risque sérieux de mévente (gr. 49). Continuité aussi pour les procédés commerciaux dont les fondements sont toujours les mêmes. D'une part, en l'absence d'un système de crédit solide, il s'agit de réduire au maximum les risques financiers soit par des contrats d'association soit par le recours aux souscriptions. D'autre part, il faut limiter autant que faire se peut les paiements en argent, ce que permet le système de la *commission* qui règle les relations entre les imprimeurs-libraires. Agissant comme commissionnaire de l'imprimeur, soit pour toute sa production, soit pour un livre déterminé, le libraire n'a pas à déboursier avant la vente le prix des ouvrages qu'il reçoit : dans le cas des commissions réciproques (par exemple, celles qui lient les Levrault à Rein de Leipzig et à la Jaegerische Buchhandlung de Francfort), les maisons échangent toutes leurs productions et règlent annuellement leurs comptes. Entre 1800 et 1830, l'entreprise Berger-Levrault appartient bien encore au monde des Plantin et de la STN. En trois siècles, la fabrication comme la commercialisation de l'imprimé n'ont pas fondamentalement changé, ni en conséquence le travail des hommes qui en ont la charge ou les structures essentielles du produit qu'elles offrent au public : le livre d'avant la révolution industrielle et la consommation de masse.

C'est cette stabilité d'un système de production qui nous a autorisé à enchâsser dans l'argumentation d'E. Eisenstein la discussion de quatre recherches monographiques dont les sujets se dispersent de la fin du XV<sup>e</sup> siècle au premier tiers du XIX<sup>e</sup>. Entre 1470 et 1830, aucun des caractères fondamentaux de l'imprimerie et de la librairie n'est transformé — ce qui ne signifie pas, évidemment, l'absence de toute évolution dans l'organisation du travail

## CULTURE ET SOCIÉTÉ

typographique ou la distribution du livre. L'activité de l'atelier d'Alde Manuce, de la STN, de la maison Levrault repose sur une même technologie et produit un objet dont les caractéristiques formelles ne changent guère. Reste donc à s'interroger sur la signification de ces deux coupures que sont, en aval, le passage à l'imprimerie industrielle et, en amont, l'apparition même de l'écrit imprimé. La mutation du XIX<sup>e</sup> siècle reste encore largement à explorer afin que puissent être articulées, dans l'ordre de leurs raisons, la transformation du processus de production et de commercialisation d'une part, la mutation quantitative et sociale de la population des lecteurs potentiels d'autre part. La continuation du travail de F. Barbier sur le fonds Berger-Levrault, un traitement systématique des archives de la maison Hachette ou du fonds Hetzel pourront sans doute aider à mieux poser le problème. Seconde question : l'invention du XV<sup>e</sup> siècle a-t-elle eu l'effet radicalement novateur que lui accorde E. Eisenstein ? Soulignant l'opposition entre « scribal » et « print culture », elle en minore une autre, qui a bouleversé tant la forme même du livre que la pratique de sa lecture. Le passage du *volumen* au *codex* peut, en effet, être tenu pour révolutionnaire, et ce sur le terrain même où se place E. Eisenstein, celui des opérations intellectuelles permises par tel ou tel moyen matériel de communication. C'est, en effet, le *codex* qui transforme le maniement du livre, rendant possible les retours en arrière durant la lecture, la comparaison aisée de différents passages d'un même livre, le repérage rapide d'un fragment et surtout une commode indexation du texte. Dans l'ordre de la culture écrite, il y a donc là une première et décisive coupure, qui date de la Basse Antiquité, et non de la fin du Moyen Âge. On peut sans doute affirmer que ses effets sur la transformation de l'outillage mental et des mécanismes intellectuels de l'homme occidental ont eu autant, et peut-être plus d'importance que l'invention de Gutenberg. Remise dans cette perspective, qui ajoute une dichotomie essentielle aux deux manières par E. Eisenstein (oral/écrit, écrit manuscrit/écrit imprimé), sa démonstration garde toute sa force, surtout lorsqu'elle insiste sur les fonctions de fixation et de partage (même si ceux qui partagent demeurent longtemps peu nombreux) de l'imprimé.

Ces cinq livres et leurs 2 500 pages montrent clairement les deux enracinements, déjà anciens, de l'histoire du livre : d'un côté, une histoire intellectuelle soucieuse de mesurer les aires et les modalités de diffusion des grands massifs intellectuels qu'ils aient nom Renaissance, Réforme ou Lumières, d'un autre, une histoire socio-économique traitant le livre, ses ateliers, ses fabricants et ses marchands comme d'autres marchandises, d'autres entreprises et d'autres entrepreneurs. Ce sont ces deux inspirations, l'une plus anglo-saxonne, l'autre plus française, que l'ouvrage de R. Darnton allie magnifiquement. Mais ces travaux récents esquissent aussi sur un mode mineur, une nouvelle approche du livre traité, non plus comme le support neutre d'un message intellectuel, non plus comme une unité bonne à mettre en séries, économiques ou culturelles, mais comme un objet dont les éléments et la structure disent un procès de fabrication, qui dépend des conditions techniques, économiques, mentales propres à un temps, et constituent l'un des matériaux d'une histoire de la lecture. Il est clair, en effet, qu'après vingt ans et plus de recherches sur la circulation des livres, le problème maintenant posé est celui des modalités différentielles de leur *consommation*. R. Darnton le formule à sa manière dans une proposition où passe un écho de C. Geertz : « This study is meant to show the importance of understanding not only texts but also the meaning of texts for their audience at specific points in the past » (p. 5, note 2), et M. de Certeau, dans son dernier livre, souligne les limites des enquêtes sociologiques ou historiennes qui « calculent les corrélations entre objets lus, appartenances sociales et lieux de fréquentation plutôt qu'elles n'analysent l'opération même du lire, ses modalités et sa typologie »<sup>13</sup>. Traiter historiquement des modes d'appropriation des objets culturels et, par exemple, caractériser les « pratiques lisantes » n'est évidemment pas chose aisée. C'est pourtant ce défi-là que les historiens du livre aimeraient relever. Pour le faire, les possibilités ne sont guère nombreuses. La première vise à constituer le corpus des textes et

images de tous ordres indiquant, sur le long terme, les infléchissements des rapports au livre et des manières de lire<sup>14</sup>. De cette collecte patiente, le profit le plus sûr sera sans doute une meilleure connaissance d'une évolution fondamentale : le passage de la lecture à voix haute (ou basse) à la lecture silencieuse. Il y a là une transformation essentielle, qui n'est pas directement corrélée à celles qui affectent le livre (passage du *volumen* au *codex*, passage du manuscrit à l'imprimé) et qui s'opère à des dates fort diverses selon les différents milieux (sociaux, intellectuels, nationaux) considérés. Cette mutation n'est donc pas aisément repérable, et pourtant elle bouleverse l'usage du livre, l'inscrivant dans la sphère de l'intimité individuelle, autorisant une manipulation plus libre de l'écrit, permettant une lecture rapide, donc une lecture de plus de textes. Dans une civilisation de l'écrit conquérant, le mode d'appropriation du texte, dans ce qu'il a de plus élémentaire, le lire, constitue un facteur décisif de différenciation entre les groupes de lisants parce que de lui dépend le statut même de l'écrit pour le lecteur autant que la gamme des utilisations possibles de ce qui a été lu.

Le « retour au livre » est une seconde voie possible pour poser d'autres questions que celles auxquelles nous a habitués jusqu'ici l'histoire du livre. Une description plurielle du livre, identifiant l'organisation de l'écrit sur l'espace de la page et dans l'épaisseur du volume, la logique des repères (signatures, réclames, titres, etc.) qui le rythment, les relations entre le texte et les signes (symboles et images) qui l'accompagnent est, en effet, souvent l'unique recours de l'historien qui n'a d'autre archive de l'usage de l'objet que l'objet lui-même. Établir la signification d'une relation à partir de la connaissance de l'un seulement de ses termes n'est sans doute pas une position confortable et grève d'incertitude les résultats proposés. Pourtant, si l'histoire du livre ne veut plus se satisfaire du simple repérage des distributions qui règlent l'économie d'une production, d'une bibliothèque ou d'un ensemble de bibliothèques, elle doit risquer cet impossible pari. A tout le moins, l'analyse de l'objet-livre, une fois ses procédures mieux assurées, pourra aider à circonscrire le champ et la nature des opérations intellectuelles permises ou interdites par telle ou telle structuration de l'écrit manuscrit ou imprimé. Longtemps, les historiens ont lu les textes dans la plus grande indifférence à leurs supports, puis ils ont compté les livres, le plus souvent sans les voir. Mais s'interroger sur l'opération de lecture ou les pratiques du livre exige d'autres gestes, plus proches de ceux des lecteurs anciens chez qui le plaisir du texte n'épuisait pas le plaisir du livre, objet à déchiffrer, aimer, comprendre.

### ***Post-Scriptum***

Depuis la rédaction de cette chronique, deux dossiers sont venus éclairer de manière nouvelle les discussions nouées autour du livre d'E. Eisenstein. Tout d'abord, les données rassemblées par Carla Bozzolo et Ezio Ornato étayent solidement la thèse soutenue dans *The printing press as agent of change* selon laquelle il n'est pas possible de postuler une simple continuité entre le livre manuscrit et le livre imprimé<sup>15</sup>. D'une part, il est clair que le manuscrit est un produit cher : dans les inventaires français des XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles, le prix moyen des livres manuscrits est de 4 livres parisis — soit l'équivalent de plus de six jours d'émoluments d'un secrétaire de la chancellerie. Le coût de fabrication d'un manuscrit neuf atteint presque le double de cette somme. D'autre part, et c'est là la raison fondamentale de cette cherté, le travail de copie est une tâche fort lente : après étude d'une soixantaine de colophons, C. Bozzolo et E. Ornato estiment à moins de trois feuillets par jour la production moyenne d'un copiste professionnel — ce qui implique un travail de deux mois et demi pour la copie d'un manuscrit de deux cents feuillets comportant quarante lignes à la page. Le prix du manuscrit dépend donc avant tout du coût de la copie et c'est pourquoi il reste cher, même au XV<sup>e</sup> siècle lorsque le papier se substitue au parchemin (du XIV<sup>e</sup> au XV<sup>e</sup> siècle, le prix moyen des livres prisés dans les inventaires ne recule que de 5 à 2 livres). Contrairement à ce

## CULTURE ET SOCIÉTÉ

que suggèrent certaines critiques du livre de E. Eisenstein — par exemple celle de A. Grafton<sup>16</sup> — l'imprimerie entraîne bien une révolution dans les procédures et les coûts de fabrication du livre : elle autorise la reproduction d'un texte à des centaines d'exemplaires en quelques jours de travail, elle permet de répartir sur la totalité d'un tirage le prix de la copie, ce qui abaisse fortement celui de chaque livre. Certes, comme le souligne A. Grafton, les formes de l'« édition » et de la distribution du livre ne sont point bouleversées avec Gutenberg puisque le manuscrit, comme les incunables, avant les incunables, est reproduit à partir d'un texte vérifié par l'auteur (l'*archetypum*) et vendu comme une marchandise. Il n'en reste pas moins que seule l'imprimerie a pu permettre, point immédiatement mais dès les années 1520-1530, une divulgation plus large des livres, plus nombreux dans les bibliothèques et lus par un public plus étendu qui peut les acquérir à un moindre coût.

Si la thèse d'E. Eisenstein quant à l'effet révolutionnaire de l'imprimerie sur la circulation des textes peut donc être reçue, il n'en va sans doute pas de même de celle qui lie étroitement l'invention typographique et les modifications de la structure même du livre. Dans une remarquable étude, Paul Saenger démontre, en effet, que la césure décisive est ici produite par le passage d'une lecture oralisée (pour soi ou pour les autres) à une lecture visuelle<sup>17</sup>. Apparue dès la Basse Antiquité dans les milieux chrétiens, la pratique de la lecture silencieuse se répand dans les *scriptoria* monastiques aux XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> siècles puis se généralise dans le monde des clercs et des universitaires entre la fin du XII<sup>e</sup> et les débuts du XIV<sup>e</sup> ; elle gagne enfin la société aristocratique à partir de la mi-XIV<sup>e</sup> siècle. Cette transformation capitale suppose et engendre celle de la distribution et du repérage du texte, facilités par l'introduction de la ponctuation (y compris les guillemets et les parenthèses), les renvois aux notes et aux figures, le découpage en chapitres, la présence de titres courants. Plus clairement articulé, le livre est aussi rendu plus maniable par la multiplication des tables, des glossaires et des index. S'affirme ainsi, au temps du manuscrit, une structure du livre dont l'imprimerie n'est que l'héritière. La lecture silencieuse est également une lecture plus rapide qui permet au lecteur de lire plus de livres ; de là, pour satisfaire cette demande croissante, l'invention du système de la *pecia* qui vise à rendre moins lent le travail de copie. C'est cette manière de faire, qui implique la circulation multipliée et séparée des différents cahiers d'un même livre, qui justifie sans doute la technique de l'imposition rencontrée dans un certain nombre de manuscrits du XV<sup>e</sup> siècle (la copie du texte est réalisée *avant* le découpage des diplômes, ce qui limite les risques de dispersion, de déclassement ou d'interversion)<sup>18</sup>. Avec la lecture visuelle se définit une nouvelle situation de lecture qui soustrait l'individu à la pression collective, autorise une appropriation personnelle du texte, laisse libres les audaces de la pensée. Il ne faut donc pas attribuer à l'imprimerie des transformations qui lui préexistent largement et qui s'enracinent dans une mutation qui n'est point technologique mais culturelle : celle qui impose progressivement à la société occidentale une manière de lire nouvelle, silencieuse et intime, visuelle et rapide. E. Eisenstein sous-estime gravement cette mutation, sans doute parce qu'elle rapporte toutes les modifications du livre aux seules transformations de ses conditions techniques de production, éliminant ainsi (comme nombre de ses contradicteurs d'ailleurs) celles qui ont affecté préalablement l'acte de lecture, partant l'objet lu.

Roger CHARTIER  
E.H.E.S.S.

## NOTES

1. Elizabeth L. EISENSTEIN, *The printing press as an agent of change. Communications and cultural transformations in early-modern Europe*. Cambridge University Press, 1979, 2 vols, 749 p.
2. J. GOODY, *The domestication of the savage mind*. Cambridge University Press, 1977 : traduction française, *La raison graphique. La domestication de la pensée sauvage*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1979.
3. Voir le catalogue de l'exposition *Le livre*, Paris, Bibliothèque Nationale, 1972, pp. 59-66 et les travaux de J. VEZIN.
4. Martin LOWRY, *The World of Aldus Manutius. Business and scholarship in Renaissance Venice*, Oxford, Basil Blackwell, 1979, 350 p.
5. E. L. EISENSTEIN, « L'avènement de l'imprimerie et la Réforme », *Annales ESC*, 1971, pp. 1355-1382.
6. Paul F. GRENDLER, *The Roman Inquisition and the Venitian press, 1540-1605*, Princeton University Press, 1977, 374 p.
7. H.-J. MARTIN, *Livre, pouvoirs et société à Paris au XVII<sup>e</sup> siècle (1596-1701)*, Genève, Droz, 1969, t. I, pp. 27-32.
8. Robert DARNTON, *The business of Enlightenment. A publishing history of the Encyclopedie, 1775-1800*. Harvard University Press, 1979, 624 p.
9. En attendant l'achèvement de ce travail, voir J. RYCHNER, « A l'ombre des Lumières : coup d'œil sur la main-d'œuvre de quelques imprimeries au XVIII<sup>e</sup> siècle », *Studies on Voltaire and the eighteenth-century*, CLV (1976), pp. 1925-1955 (repris dans *Revue française d'Histoire du Livre*, n° 16, 1977, pp. 611-633), et « Running a printing house in eighteenth-century Switzerland : the workshop of the Société Typographique de Neuchâtel », *The Library*, sixth serie, vol. 1, n° 1, 1979, pp. 1-24.
10. L. VOET, *The Golden Compasses*, Amsterdam, 1969-1972, 2 vols et D. F. MC KENZIE, *The Cambridge University Press, 1696-1712*, Cambridge, 1966, 2 vols.
11. R. DARNTON, « L'imprimerie de Panckoucke en l'an II », *Revue française d'Histoire du Livre*, n° 23, 1979, pp. 359-369.
12. Frédéric BARBIER, *Trois cents ans de librairie et d'imprimerie. Berger-Levrault, 1676-1830*, Centre de recherches d'histoire et de philologie de la IV<sup>e</sup> Section de l'EPHE, VI. Histoire et civilisation du livre, II, Genève, Droz, 1979, 529 p.
13. M. DE CERTEAU, *L'invention du quotidien. I : Arts de faire*, Paris, UGE, 10/18, 1980, p. 286.
14. Cf. l'article de H.-J. MARTIN, « Pour une histoire de la lecture », *Revue française d'Histoire du Livre*, n° 16, 1977, pp. 583-609.
15. Carla BOZZOLO et Ezio ORNATO, *Pour une histoire du livre manuscrit au Moyen Age. Trois essais de codicologie quantitative*, Paris, Éditions du CNRS, 1980, « La production du livre manuscrit en France du Nord », pp. 15-121.
16. A. GRAFTON, « The importance of being printed », *Journal of interdisciplinary History*, XI, 2, 1980, pp. 265-286.
17. Paul SAENGER, « Silent reading : its impact on late mediaeval script and society », *Viator*, à paraître.
18. C. BOZZOLO et E. ORNATO, *op. cit.*, « La constitution des cahiers dans les manuscrits en papier d'origine française et le problème de l'imposition », pp. 125-212. Le troisième essai du recueil est consacré au thème suivant : « Les dimensions des feuillets dans les manuscrits français du Moyen Age. »